

**INSTITUTION ADOUR**

Extrait du registre des délibérations
de l'établissement public territorial de bassin Institution Adour

Séance du 30 novembre 2022
(Convocation du 24 novembre 2022)

Aujourd'hui, le 30 novembre 2022 à 15h30, le bureau dûment convoqué s'est réuni sous la forme de visioconférence, sous la présidence de M. Paul Carrère, Président

Conseillers en exercice • Nombre • Voix	8 8
Présents • Nombre • Voix	3 3
Pouvoirs • Nombre • Voix	0 0
Majorité simple selon article 15.2 des statuts	

Suffrages exprimés	
Pour • Nombre • Voix	3 3
Contre • Nombre • Voix	0 0
Abstention • Nombre • Voix	0 0

Étaient présents :

Mme Dominique Degos, Mme Céline Salles, M. Paul Carrère

Étaient excusés :

M. Thierry Carrère, M. Gérard Castet, M. Charles Pelanne, M. Bernard Poublan, M. Bernard Verdier

Secrétaire de séance : Mme Dominique Degos, Membre



OBJET : Conventions - Biodiversité - Restauration et gestion des poissons migrateurs - Conventions avec deux organisations représentatives de la pêche professionnelle fluvio-estuarienne du bassin de l'Adour, pour la mise en œuvre de la relève négociée des filets pendant la saison de pêche du saumon en 2021

Exposé des motifs :

Le comité de gestion des poissons migrateurs (Cogepomi) du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers avait adopté, pour le plan de gestion des poissons migrateurs (Plagepomi) couvrant la période 2015-2019 et prorogé jusqu'à fin 2021, la poursuite du programme de reconstitution du stock de saumon atlantique engagé depuis 1999. Ce programme, qui s'appuie sur les mesures du Plagepomi, inclut une relève négociée des filets sur le secteur de pêche du saumon au filet sur l'Adour et sur les Gaves réunis ; cette relève est répartie en jours supplémentaires par rapport aux relèves périodiques déjà prévue par la réglementation nationale.

Depuis la première année de mise en place des relèves, les pêcheurs professionnels avaient souhaité qu'un accompagnement financier soit apporté à ceux d'entre eux touchés par cette réduction de la pêche. Depuis 2006, l'esprit de cet accompagnement est de couvrir l'équivalent des charges sociales pour les jours de relève ; le Cogepomi Adour-côtiers a reconnu la légitimité de cette approche.

C'est l'Institution Adour qui assure la maîtrise d'ouvrage de cet accompagnement, qui fait partie de l'opération qu'elle mène sur la restauration et la gestion des poissons migrateurs. Ces dernières années, l'accompagnement financier représente un montant annuel de 10 000 € au total, pour une trentaine de pêcheurs professionnels concernés.

Jusqu'en 2018 inclus, l'accompagnement financier était versé individuellement aux pêcheurs touchés par la relève, après un examen de critères d'éligibilité (détention de droits de pêche au filet sur l'axe à saumon, exercice effectif de la pêche) et une analyse de leur activité de pêche sur la base de leurs déclarations statistiques obligatoires.

Les pêcheurs concernés par la relève des filets relèvent de deux organisations professionnelles, toutes deux représentées au sein du Cogepomi Adour-côtiers :

- l'organisation professionnelle des pêches maritimes et des élevages marins, dont sa déclinaison locale, le comité interdépartemental Pyrénées-Atlantiques - Landes ;
- l'association interdépartementale agréée de pêcheurs professionnels en eau douce du bassin de l'Adour et des versants côtiers.

Des discussions menées avec ces deux organisations ont amené à préférer que l'accompagnement financier soit versé annuellement à ces organisations professionnelles, pour les relèves de la période 2018-2022, dans le cadre de conventions annuelles entre l'Institution Adour et chacune des deux organisations respectivement, pour un montant total annuel maintenu à 10 000 €.

Pour la relève effectuée pendant la saison de pêche 2021, ce montant annuel est inclus dans le budget de l'opération « Restauration et gestion des poissons migrateurs », au titre du programme 2022 de l'Institution Adour (fiche programme n°23).

Vu les articles L.912-1 à L.912-5, et R.912-1 à R.912-100, du code rural et de la pêche maritime cadrant la nature et les missions de l'organisation professionnelle des pêches maritimes et des élevages marins, dont celle ayant pour territoire de compétence l'estuaire de l'Adour,

Vu les articles L.434-6 à L.434-7, et R.434-38 à R.434-47, code de l'environnement, cadrant la nature et les missions des associations agréées de pêcheurs professionnels en eau douce, dont celle ayant pour territoire de compétence le bassin de l'Adour et les versants côtiers,

Vu le plan de gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers pour la période 2015-2019, et plus particulièrement ses mesures « GP 03 – Mesures de régulation de la pêche, incluant les restrictions supplémentaires à l'exercice de la pêche, au regard des informations sur l'état et l'évolution des populations » (incluant des « mesures spécifiques à la pêche professionnelle en eau salée et en eau douce », avec des « modalités spécifiques à la pêche professionnelle au filet ») et « GP04 - Mettre en place un accompagnement financier pour les pêcheurs professionnels touchés par les mesures de restriction supplémentaire de la pêche »,



Vu la délibération du comité syndical, en date du 8 décembre 2021 (délibération CS134/2021), approuvant la fiche de proposition « n°23 - Restauration et gestion des poissons migrateurs - année 2022 » incluant l'accompagnement financier de la relève des filets,
Considérant les positions respectives des deux organisations représentatives des pêcheurs professionnels du bassin l'Adour pour un accompagnement financier collectif, par tranche annuelle, pour les relèves supplémentaires des filets de la période 2018-2022,
Considérant la mise en œuvre effective de la relève supplémentaire des filets pendant la saison de pêche 2021,
Considérant les projets des conventions respectives avec ces deux organisations représentatives,

LE BUREAU

En l'absence d'observations,

Après en avoir délibéré et à l'unanimité

DECIDE

Article 1

- d'approuver les termes des projets, portés en annexe, des conventions respectives avec le comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques - Landes et avec l'association interdépartementale agréée de pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers, au titre de la relève des filets pendant la saison de pêche 2021, sur le programme 2022 de l'Institution Adour, et pour un montant de 5 000 € chacune,
- d'autoriser le président à signer les deux conventions et à prendre toutes décisions relatives à leur exécution respective, les crédits nécessaires étant inscrits au budget.

Article 2

Monsieur le président est chargé de l'exécution de la présente délibération

Fait et délibéré le 30 novembre 2022 à Mont-de-Marsan,

Le Président,

Paul CARRÈRE



INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

**Mesures d'accompagnement des pêcheurs professionnels
fluviaux pour la relève supplémentaire des filets professionnels
sur l'axe à saumon du bassin de l'Adour en 2021**

Entre :

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du 30 novembre 2022,

ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

L'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers, ayant son siège social à la mairie de Saubusse (40180) et représentée par son président, Alain Cazaux, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommé : l'AIAPPED ADOUR-COTIERS

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV**Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir et attribuer le montant des mesures d'accompagnement dont bénéficie l'AIAPPED Adour-côtiers au titre de la relève supplémentaire des filets des pêcheurs professionnels en eau douce de l'estuaire de l'Adour en 2021.

Article 2. Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et s'achèvera au 30 juin 2023.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de trois (3) mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Désignation des interventions et modalités d'exécution**Contexte et motivations**

Le plan de gestion des poissons migrateurs (Plagepomi) du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers pour la période 2015-2019 a été élaboré par le comité de gestion des poissons migrateurs (Cogepomi) Adour-côtiers, et approuvé par arrêté du préfet de la région Aquitaine en date du 31 août 2015 ; il a, par la suite, été prorogé sur 2020 et 2021. Il comporte entre autres, dans le cadre de la reconstitution du stock de saumon de l'Adour, des mesures de restriction de la pêche professionnelle par des relèves supplémentaires des filets sur « l'axe à saumon » de ce bassin [voir « Annexe 1. Relèves supplémentaires prévues dans le Plagepomi 2015-2019 prorogé » pour plus de détails]. Ces relèves ont été appliquées pendant la saison de pêche 2021, sur la base d'arrêtés réglementant respectivement la pêche maritime et la pêche en eau douce.

Par ailleurs, le Cogepomi Adour-côtiers avait adopté le principe de mesures financières d'accompagnement de cette relève [voir « Annexe 2. Accompagnement financier des relèves supplémentaires » pour les détails].



Interventions des parties

L'EPTB est maître d'ouvrage d'une opération de restauration et gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour, dont un des volets est la mise en œuvre de ces relèves supplémentaires et leur accompagnement financier.

L'AIAPPED ADOUR-COTIERS œuvre à la préservation et à la gestion des milieux aquatiques, des ressources piscicoles et de leur exploitation par la pêche, dans une perspective de gestion durable [voir "Annexe 3. Présentation de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers » pour plus de détails]. Le 9 février 2018, lors d'une réunion des pêcheurs professionnels fluviaux (c'est-à-dire ceux qui, parmi les pêcheurs professionnels en eau douce, ne sont pas, par ailleurs, des marins pêcheurs) disposant de droits de pêche au filet sur « l'axe à saumon » en eau douce (soit les lots dénommés « Adour 23 » et « Gaves Réunis » du domaine public fluvial), convoquée par l'AIAPPED ADOUR-COTIERS et tenue à Saubusse (40) avec la participation d'un représentant de l'EPTB, il a été décidé que, sur une période de cinq (5) années :

- l'accompagnement financier de ces relèves supplémentaires des pêcheurs professionnels fluviaux touchés par ces relèves serait désormais versé par l'EPTB à l'AIAPPED ADOUR-COTIERS, et non plus individuellement aux pêcheurs eux-mêmes, comme c'était le cas pour les années précédentes ;
- ce montant serait utilisé par l'AIAPPED ADOUR-COTIERS pour la contribution au financement d'opérations favorisant la restauration des poissons migrateurs du bassin de l'Adour, par exemple en restaurant l'accessibilité de leurs habitats continentaux.

Exécution et suivi des relèves

Le contrôle de l'exécution effective et individuelle de la relève des filets n'est pas du ressort de l'EPTB ni de celui de l'AIAPPED ADOUR-COTIERS, mais des services respectivement chargés de la police de la pêche maritime et de la police de la pêche en eau douce.

Conditions de paiement

Le montant prévu à l'Article 4 « Engagement financier des parties » sera réglé en un seul versement, par mandat administratif, à la signature de la présente convention par les deux parties.

Article 4. Engagement financier des parties

Sur la base du cadrage de l'accompagnement financier de cette relève des filets, le montant de la présente convention est fixé à cinq mille euros (5 000 €).

Article 5. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties.

Article 6. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où l'AIAPPED ADOUR-COTIERS n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'article 3, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- l'AIAPPED ADOUR-COTIERS, si cette dernière ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'elle en aurait délibéré, avec un préavis d'un (1) mois.



Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour,

Pour l'association agréée des pêcheurs
professionnels en eau douce de l'Adour et des
versants côtiers,

Le président,
Paul CARRERE

Le président,
Alain CAZAUX



Annexe 1. Relèves supplémentaires prévues dans le Plagepomi 2015-2019 prorogé

Le Plagepomi Adour-côtiers 2015-2019, prorogé jusqu'à la fin 2021, comporte un chapitre de mesures de gestion, comprenant plusieurs parties dont celle intitulée « *Encadrer l'exploitation durable des espèces* ». Dans cette partie, parmi les mesure relative à la gestion de la pêche, le bloc « *GP 03 – Mesures de régulation de la pêche, incluant les restrictions supplémentaires à l'exercice de la pêche, au regard des informations sur l'état et l'évolution des populations* », comprend des « *mesures spécifiques à la pêche professionnelle en eau salée et en eau douce* », avec des « *modalités spécifiques à la pêche professionnelle au filet* ».

Et notamment, celle qui instaure les « relèves supplémentaires » :

L'exercice du droit de pêche au filet fait l'objet de fermetures périodiques (« relèves supplémentaires ») s'ajoutant aux dispositions déjà prévues par la réglementation nationale. Ces relèves supplémentaires s'appliquent du 2^e samedi de mars au 31 juillet, sur « l'axe à saumon » de l'Adour, c'est-à-dire la partie salée de l'estuaire (« zone maritime ») et les lots « Adour 23 » et « Gaves réunis » en eau douce. Elles sont formalisées par des arrêtés des préfets compétents en la matière.

Des relèves supplémentaires avaient déjà été instaurées dans des Plagepomi précédents. Le Plagepomi 2015-2019 prorogé avait introduit des restrictions supplémentaires, tant sur la pêche professionnelle au filet que sur la pêche à la ligne, dans l'objectif de réduire la pression halieutique sur le saumon atlantique. Ces modalités nouvelles du Plagepomi 2015-2019 prorogé étaient entrées en application à compter du 1^{er} janvier 2016.

Annexe 2. Accompagnement financier des relèves supplémentaires

Lorsque les premières relèves supplémentaires avaient été négociées, en 1999, les pêcheurs professionnels avaient souhaité qu'un accompagnement financier soit apporté à ceux d'entre eux touchés par la relève. Depuis 2006, l'esprit de cet accompagnement est de couvrir l'équivalent des charges sociales pour les jours de relève ; le Cogepomi Adour a reconnu la légitimité de cette approche, et l'avait formalisé dans la mesure « *GP04 - Mettre en place un accompagnement financier pour les pêcheurs professionnels touchés par les mesures de restriction supplémentaire de la pêche* » du Plagepomi Adour-côtiers 2015-2019 prorogé jusqu'en 2021, ainsi rédigée :

« Le Cogepomi Adour-côtiers considère que l'accompagnement des pêcheurs professionnels touchés par les mesures de restriction supplémentaire de la pêche est une clé de la gestion halieutique durable. Cet accompagnement sera défini, dans ses modalités (type d'accompagnement, montant global, déclinaison individuelle, éligibilité, etc.), en concertation avec les partenaires concernés, et principalement avec les organisations représentatives de la pêche professionnelle, les administrations gestionnaires de la pêche, et les financeurs publics et privés. Cet accompagnement pourra prendre des formes variées, comme les aides à la cessation d'activité, ou la participation à des études ou suivis (sur les milieux aquatiques, les populations piscicoles, leur exploitation par la pêche, etc.). »

Le montant annuel de l'enveloppe globale destinée à l'accompagnement de la relève est fixé à l'avance : il est, depuis 2012, fixé à dix mille euros (10.000 €) au maximum, pour l'ensemble des pêcheurs ainsi accompagnés financièrement. Ce montant est calculé à partir de l'effectif prévisionnel de pêcheurs concernés, du nombre de jours de relèves supplémentaires, et de l'estimation des charges sociales individuelles (20 €/jour en moyenne).

Les pêcheurs considérés comme éligibles à un accompagnement financier de la relève sont ceux qui remplissent trois critères : (1) détenir un droit de pêche au filet sur l'axe à saumon de l'Adour¹ ; (2) avoir effectivement exercé ce droit de pêche à la période concernée par la relève (y compris les jours de pêche n'ayant conduit à aucune capture) ; (3) avoir rempli leurs obligations de déclarations statistiques, dans les circuits officiels prévus à cet effet.

¹ Licence CMEA avec timbre filet pour la zone maritime, liste des pêcheurs fournie par le Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) de Nouvelle-Aquitaine ; licence « grande pêche » en eau douce sur le lot « Adour 23 » et/ou le lot « Gaves Réunis », liste des pêcheurs fournie par la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Landes.



Annexe 3. Présentation de l'association agréée des pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers

Informations générales sur les associations agréées des pêcheurs professionnels en eau douce

Divers textes législatifs et réglementaires cadrant l'organisation de la pêche professionnelle en eau douce, et notamment les missions des associations agréées départementales ou interdépartementales de pêche professionnelle en eau douce (en particulier, le code de l'environnement, art. R.434-38 à R434-47). Et un arrêté ministériel fixe les statuts-types et les conditions d'agrément d'une association agréée de pêche professionnelle en eau douce ; l'arrêté en vigueur à la date de signature de la convention est l'arrêté du 30 mars 2015 (NOR DEVL1430097A).

L'article 4 dudit arrêté stipule que : « L'association a pour objet la protection, la mise en valeur et la surveillance du domaine piscicole de son ressort territorial, le développement de la pêche professionnelle ainsi que la collecte des redevances et cotisations. À cette fin elle est chargée : [...] 2) De concourir, en ce qui la concerne, à la surveillance de la pêche et de participer activement à la gestion durable des ressources piscicoles, notamment par la lutte contre le braconnage, par le contrôle de la commercialisation du poisson d'eau douce, par la contribution à la lutte contre toute altération de l'eau et des milieux aquatiques, la pollution des eaux et la destruction de zones essentielles à la vie des poissons et en œuvrant en faveur du maintien dans les cours d'eaux de débits garantissant la vie aquatique et la libre circulation des espèces piscicoles migratrices, et enfin par la participation à la sauvegarde, à la protection et à la restauration de la biodiversité ; [...] ».

L'association interdépartementale agréée des pêcheurs professionnels en eau douce de l'Adour et des versants côtiers

L'AIAPPED Adour-côtiers a exprimé sa volonté de poursuivre les efforts collectifs dans le sens d'une bonne gestion des poissons migrateurs amphihalins, dans une optique qui vise à concilier la pérennité des espèces et la viabilité de l'activité de pêche professionnelle.

Elle rappelle qu'elle a entrepris, au long de son existence, des efforts dans les domaines pour lesquels les textes législatifs et réglementaires lui donnent compétence, et en collaboration avec les services de l'État concernés et dans les instances de gestion *ad hoc* (comité de gestion des poissons migrateurs ; commission de bassin pour la pêche professionnelle ; commissions techniques départementales de la pêche ; etc.). Par exemple, dans l'encadrement de l'accès au droit de pêche professionnelle et dans celui de l'exercice de la pêche, dans l'objectif d'une pêche professionnelle durable et supportable par les ressources qu'elle exploite.

En outre, elle souligne sa volonté de s'associer à des actions dans un domaine où elle n'a pas, elle-même, les moyens d'agir ; en particulier dans le domaine de la restauration de l'accessibilité, pour les poissons migrateurs amphihalins, aux habitats de bonne qualité indispensables à la pérennité de ces espèces.

* * * * *





INSTITUTION ADOUR
Etablissement Public Territorial de Bassin
Hautes-Pyrénées - Gers - Landes - Pyrénées-Atlantiques



CONVENTION

**Mesures d'accompagnement des marins pêcheurs estuariens
pour la relève supplémentaire des filets professionnels
sur l'axe à saumon du bassin de l'Adour en 2021**

Entre :

L'Institution Adour, syndicat mixte ouvert reconnu établissement public territorial du bassin de l'Adour, domiciliée au 38 rue Victor Hugo - 40025 Mont-de-Marsan cedex et représentée par son président, Paul Carrère, dûment autorisé à signer la présente convention par délibération n° AAA_X_NN en date du 30 novembre 2022,

ci-après dénommée : l'EPTB

Et :

Le Comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques Landes, domicilié 12 quai Pascal-Elissalt - 64500 Ciboure et représenté par son président, Serge Larzabal, dûment habilité à l'effet des présentes,

ci-après dénommé : le CIDPMEM 64-40

IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUIV**Article 1. Objet de la convention**

La présente convention a pour objet de définir et attribuer le montant des mesures d'accompagnement dont bénéficie le CIDPMEM 64-40 au titre de la relève supplémentaire des filets des marins pêcheurs de l'estuaire de l'Adour en 2010.

Article 2. Durée de la convention

La présente convention prendra effet à compter de la date de signature et s'achèvera au 30 juin 2023.

La présente convention pourra être résiliée à tout moment par l'une ou l'autre des parties sous réserve d'un préavis de trois (3) mois adressé à l'autre partie par lettre recommandée avec accusé de réception.

Article 3. Désignation des interventions et modalités d'exécution**Contexte et motivations**

Le plan de gestion des poissons migrateurs (Plagepomi) du bassin de l'Adour et cours d'eau côtiers pour la période 2015-2019 a été élaboré par le comité de gestion des poissons migrateurs (Cogepomi) Adour-côtiers, et approuvé par arrêté du préfet de la région Aquitaine en date du 31 août 2015 ; il a, par la suite, été prorogé sur 2020 et 2021. Il comporte entre autres, dans le cadre de la reconstitution du stock de saumon de l'Adour, des mesures de restriction de la pêche professionnelle par des relèves supplémentaires des filets sur « l'axe à saumon » de ce bassin [voir « *Annexe 1. Relèves supplémentaires prévues dans le Plagepomi 2015-2019 prorogé* » pour les détails]. Ces relèves ont été appliquées pendant la saison de pêche 2021, sur la base d'arrêtés réglementant respectivement la pêche maritime et la pêche en eau douce.

Par ailleurs, le Cogepomi Adour-côtiers avait adopté le principe de mesures financières d'accompagnement de cette relève [voir « *Annexe 2. Accompagnement financier des relèves supplémentaires* » pour les détails].



Interventions des parties

L'EPTB est maître d'ouvrage d'une opération de restauration et gestion des poissons migrateurs du bassin de l'Adour, dont un des volets est la mise en œuvre de ces relèves supplémentaires et leur accompagnement financier.

Le CIDPMEM 64-40 œuvre à la préservation et à la gestion des milieux aquatiques, des ressources piscicoles et de leur exploitation par la pêche, dans une perspective de gestion durable [voir « Annexe 3. Présentation du comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques Landes » pour plus de détails]. Le 11 janvier 2018, lors d'une réunion des marins pêcheurs estuariens disposant de droits de pêche au filet dans l'estuaire de l'Adour, convoquée par le CIDPMEM 64-40 et tenue à Ciboure (64) avec la participation d'un représentant de l'EPTB, il a été décidé que, sur une période de 5 années :

- l'accompagnement financier de ces relèves supplémentaires des marins pêcheurs estuariens touchés par ces relèves serait désormais versé par l'EPTB au CIDPMEM 64-40, et non plus individuellement aux marins pêcheurs eux-mêmes, comme c'était le cas pour les années précédentes ;
- ce montant serait utilisé par le CIDPMEM 64-40 pour la contribution au financement d'opérations favorisant la restauration des poissons migrateurs du bassin de l'Adour, par exemple en restaurant l'accessibilité de leurs habitats continentaux.

Exécution et suivi des relèves

Le contrôle de l'exécution effective et individuelle de la relève des filets n'est pas du ressort de l'EPTB ni de celui du CIDPMEM 64-40, mais des services respectivement chargés de la police de la pêche maritime et de la police de la pêche en eau douce.

Conditions de paiement

Le montant prévu à l'Article 4 « Engagement financier des parties » sera réglé en un seul versement, par mandat administratif, à la signature de la présente convention par les deux parties.

Article 4. Engagement financier des parties

Sur la base du cadrage de l'accompagnement financier de cette relève des filets, le montant de la présente convention est fixé à cinq mille euros (5 000 €).

Article 5. Modification des clauses

La présente convention ne pourra être modifiée ou adaptée, dans ses termes ou ses dispositions pratiques que par voie d'avenant signé entre les parties.

Article 6. Résiliation de la convention

La convention pourra être dénoncée par :

- l'EPTB, dans le cas où le CIDPMEM 64-40 n'assurerait plus tout ou partie de sa mission telle que définie à l'article 4, avec un préavis d'un mois par lettre recommandée avec accusé de réception ;
- le CIDPMEM 64-40, si ce dernier ne pouvait plus assurer sa mission et après qu'il en aurait délibéré, avec un préavis de 1 mois.



Clause résolutoire

Il est expressément convenu qu'à défaut de respecter les engagements ci-dessus après mise en demeure infructueuse de se conformer à la convention, la présente convention sera résiliée de plein droit sans formalité judiciaire.

Contestations

Le tribunal compétent pour statuer sur les contestations auxquelles pourrait donner lieu l'application de la présente convention est le Tribunal administratif de Pau.

Fait en 2 exemplaires originaux.

A Mont-de-Marsan, le

Pour l'Institution Adour,

Pour le Comité interdépartemental des pêches
maritimes et des élevages marins Pyrénées-
Atlantiques Landes,

Le président,
Paul CARRERE

Le président,
Serge LARZABAL



Annexe 1. Relèves supplémentaires prévues dans le Plagepomi 2015-2019 prorogé

Le Plagepomi Adour-côtiers 2015-2019, prorogé jusqu'à la fin 2021, comporte un chapitre de mesures de gestion, comprenant plusieurs parties dont celle intitulée « *Encadrer l'exploitation durable des espèces* ». Dans cette partie, parmi les mesure relative à la gestion de la pêche, le bloc « *GP 03 – Mesures de régulation de la pêche, incluant les restrictions supplémentaires à l'exercice de la pêche, au regard des informations sur l'état et l'évolution des populations* », comprend des « *mesures spécifiques à la pêche professionnelle en eau salée et en eau douce* », avec des « *modalités spécifiques à la pêche professionnelle au filet* ».

Et notamment, celle qui instaure les « relèves supplémentaires » :

L'exercice du droit de pêche au filet fait l'objet de fermetures périodiques (« relèves supplémentaires ») s'ajoutant aux dispositions déjà prévues par la réglementation nationale. Ces relèves supplémentaires s'appliquent du 2^e samedi de mars au 31 juillet, sur « l'axe à saumon » de l'Adour, c'est-à-dire la partie salée de l'estuaire (« zone maritime ») et les lots « Adour 23 » et « Gaves réunis » en eau douce. Elles sont formalisées par des arrêtés des préfets compétents en la matière.

Des relèves supplémentaires avaient déjà été instaurées dans des Plagepomi précédents. Le Plagepomi 2015-2019 prorogé avait introduit des restrictions supplémentaires, tant sur la pêche professionnelle au filet que sur la pêche à la ligne, dans l'objectif de réduire la pression halieutique sur le saumon atlantique. Ces modalités nouvelles du Plagepomi 2015-2019 prorogé étaient entrées en application à compter du 1^{er} janvier 2016.

Annexe 2. Accompagnement financier des relèves supplémentaires

Lorsque les premières relèves supplémentaires avaient été négociées, en 1999, les pêcheurs professionnels avaient souhaité qu'un accompagnement financier soit apporté à ceux d'entre eux touchés par la relève. Depuis 2006, l'esprit de cet accompagnement est de couvrir l'équivalent des charges sociales pour les jours de relève ; le Cogepomi Adour a reconnu la légitimité de cette approche, et l'avait formalisé dans la mesure « *GP04 - Mettre en place un accompagnement financier pour les pêcheurs professionnels touchés par les mesures de restriction supplémentaire de la pêche* » du Plagepomi Adour-côtiers 2015-2019 prorogé jusqu'en 2021, ainsi rédigée :

« Le Cogepomi Adour-côtiers considère que l'accompagnement des pêcheurs professionnels touchés par les mesures de restriction supplémentaire de la pêche est une clé de la gestion halieutique durable. Cet accompagnement sera défini, dans ses modalités (type d'accompagnement, montant global, déclinaison individuelle, éligibilité, etc.), en concertation avec les partenaires concernés, et principalement avec les organisations représentatives de la pêche professionnelle, les administrations gestionnaires de la pêche, et les financeurs publics et privés. Cet accompagnement pourra prendre des formes variées, comme les aides à la cessation d'activité, ou la participation à des études ou suivis (sur les milieux aquatiques, les populations piscicoles, leur exploitation par la pêche, etc.). »

Le montant annuel de l'enveloppe globale destinée à l'accompagnement de la relève est fixé à l'avance : il est, depuis 2012, fixé à dix mille euros (10.000 €) au maximum, pour l'ensemble des pêcheurs ainsi accompagnés financièrement. Ce montant est calculé à partir de l'effectif prévisionnel de pêcheurs concernés, du nombre de jours de relèves supplémentaires, et de l'estimation des charges sociales individuelles (20 €/jour en moyenne).

Les pêcheurs considérés comme éligibles à un accompagnement financier de la relève sont ceux qui remplissent trois critères : (1) détenir un droit de pêche au filet sur l'axe à saumon de l'Adour¹ ; (2) avoir effectivement exercé ce droit de pêche à la période concernée par la relève (y compris les jours de pêche n'ayant conduit à aucune capture) ; (3) avoir rempli leurs obligations de déclarations statistiques, dans les circuits officiels prévus à cet effet.

¹ Licence CMEA avec timbre filet pour la zone maritime, liste des pêcheurs fournie par le Comité régional des pêches maritimes et des élevages marins (CRPMEM) de Nouvelle-Aquitaine ; licence « grande pêche » en eau douce sur le lot « Adour 23 » et/ou le lot « Gaves Réunis », liste des pêcheurs fournie par la Direction départementale des territoires et de la mer (DDTM) des Landes.



Annexe 3. Présentation du comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques Landes

Informations générales sur les comités départementaux des pêches maritimes et des élevages marins

L'organisation professionnelle des pêches maritimes et des élevages marins est régie par le Code rural et de la pêche maritime, dans ses articles L912-1 à L-912-17, et R-912-1 à R912-151. L'organisation s'articule, entre autres, autour de 3 niveaux géographiques : un comité national (organisme de droit privé chargé de missions de service public), des comités régionaux et des comités départementaux ou interdépartementaux, dotés de la personnalité morale et de l'autonomie financière (art. L912-1). Les prérogatives du comité national (art. L912-2) et des comités régionaux, départementaux ou interdépartementaux (art. L912-3) sont fixées dans le respect des règles de l'Union européenne, des accords internationaux auxquels la France est partie et des lois et règlements nationaux. Elles touchent, entre autres, à la représentation et la promotion des intérêts généraux des professionnels exerçant une activité de pêche maritime ou d'élevage marin ; la participation à l'élaboration des réglementations en matière de gestion des ressources halieutiques et de récolte des végétaux marins ainsi qu'à la protection, la conservation et la gestion des milieux et écosystèmes contribuant au bon état des ressources halieutiques ; la participation à la réalisation d'actions économiques et sociales en faveur des membres des professions concernées ; la participation à la mise en œuvre des politiques publiques de protection et de mise en valeur de l'environnement, afin notamment de favoriser une gestion durable de la pêche maritime et des élevages marins.

Comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques Landes

Le comité interdépartemental des pêches maritimes et des élevages marins Pyrénées-Atlantiques Landes (CIDPMEM 64-40) est l'organisation professionnelle des marins pêcheurs des Pyrénées-Atlantiques et des Landes. Son existence, son fonctionnement, et ses prérogatives sont régis par le Code rural et de la pêche maritime, en particulier dans ses articles L912-3 et R-912-36 à R912-48. Il est administré par un conseil composé de représentants des équipages et salariés des entreprises de pêche maritime et d'élevage marin, des chefs de ces entreprises, des coopératives maritimes, et des organisations de producteurs. En outre, 4 commissions se réunissent régulièrement pour consulter les professionnels et formaliser des propositions de réglementation ou de cohabitation au conseil du CIDPMEM 64-40 : « bande côtière », « hauturière », « formation », « estuarienne ».

Il mène des missions autour de 4 axes stratégiques :

- représenter et défendre les intérêts de la profession maritime ;
- informer et conseiller les professionnels ;
- promouvoir les métiers et les produits de la pêche professionnelle ;
- favoriser une gestion cohérente et intégrée de la pêche professionnelle. À ce titre, il contribue à la gestion de certains droits de pêche, formule des avis et fait des propositions sur les questions le concernant au comité régional et, le cas échéant, au comité national. En retour, il fait appliquer au niveau local les délibérations rendues obligatoires du comité national ou régional.

Le CIDPMEM 64-40 est également impliqué dans des actions de développement, en particulier dans le Développement local mené par les acteurs locaux (DLAL), programme du Fonds européen pour les affaires maritimes et la pêche (FEAMP) pour le développement durable des zones littorales. Le Groupe d'action locale pêche aquaculture (GALPA) Côte Basque-Sud Landes, porté par le CIDPMEM 64-40, est engagé dans ce projet de territoire.

Le CIDPMEM 64-40 est impliqué, de longue date, dans la gestion des pêcheries, dans l'objectif d'assurer une pêche durable. Par exemple, dans la limitation de l'effort de pêche par la mise en place de contingents de licences (par exemple pour les estuaires), la réglementation des activités pour protéger les milieux et les ressources exploités, la préservation des milieux et ressources exploités, et l'acquisition de connaissance par le suivi des ressources et des pêcheries pour une pêche responsable.

